

Présentation

Algérie 1962

Ce numéro d'*Insaniyat*, intitulé « Algérie 1962 », reprend des communications présentées par des chercheurs en sciences sociales et humaines, notamment des historiens, dans le cadre du cycle « Les Conférences du CRASC »¹. Ces contributions, et d'autres, sont une réflexion sur l'Algérie de 1830 à 1962, autour des aspects politiques, sociaux, économiques et culturels.

L'historiographie coloniale est abordée sur une longue durée, l'approche comparatiste y est présente : Algérie/Tunisie. Des parcours et trajectoires personnels sont mis en évidence : cas des animateurs du « Parti maure ». Les croisements des lectures et regards sont explicités dans ce numéro par l'appel à une historiographie algéro-française commune, à l'exemple de celle existant entre la France et l'Allemagne². La problématique de l'indépendance nationale (juillet 1962) est traitée à l'aune de souvenirs et projections du passé dans le présent (Oran en 1962 et 1994), et d'un phénomène politique et militaire consubstantiel à cette période, le *wilayisme*. Les nouveaux outils d'analyse économique, IOV et IDH³ sont sollicités afin de rendre les réalités historiques plus intelligibles. Les processus d'engagement et de désengagement dans la Guerre de libération nationale restent tributaires de considérations hyper-complexes, endogènes et exogènes. Ils sont traités, dans cette version

¹ Le Cinquantenaire de l'indépendance nationale 1962-2012 a été l'occasion au CRASC de mettre en place une série de manifestations scientifiques. Ainsi, ont été organisés, au cours de l'année 2012, un workshop (4 et 5 janvier 2012) et un symposium (2 au 4 décembre 2012) autour de la thématique « Algérie : penser le changement. Quels apports des sciences sociales et humaines ? », et un colloque international « 1962, un monde », en partenariat avec le CEMA, Hopkins University et l'IHTP (14 au 16 octobre 2012). Toujours dans cette dynamique, le CRASC a lancé un cycle de conférences nationales et internationales : « Les conférences du CRASC ».

Les communications du workshop et symposium « Algérie : penser le changement. Quels apports des sciences sociales et humaines ? » ont été publiées dans le numéro 57-58 d'*Insaniyat* « Algérie, 50 ans après l'indépendance (1962-2012). Permanences et changements ».

² Le premier volume du manuel d'histoire franco-allemand est disponible depuis la rentrée 2006 pour les élèves français de terminale. Voir à ce sujet : <http://eduscol.education.fr/cid45744/manuel-franco-allemand.html>

³ Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV) et Indicateur du Développement Humain (IDH).

d'*Insaniyat*, sous le prisme de la dialectique colonialisme/néocolonialisme. Les solidarités internationales, du temps de la colonisation, sont un des objets de ce numéro, elles sont plus pertinentes à analyser dans le cas d'un pays tel que les Pays-Bas. Enfin, l'esquisse du métier d'historien et son articulation avec le legs khaldounien complète l'ensemble.

Dans son étude « l'Algérie et les Algériens sous le système colonial. Approche historico-historiographique », Gilbert **Meynier** met en exergue, la complexité du rapport entre l'histoire nationale algérienne et le système colonial, ainsi que l'importance du recours au « temps long » dans l'analyse de cette période. L'auteur montre comment « la tradition historique française a fabriqué une Algérie conforme à ses mythes », et cela sans prendre en considération l'opposition des Algériens au projet colonial. Cette situation ne doit, toutefois, pas occulter, note l'historien, l'empathie/séduction de nombre d'Algériens par/pour des valeurs libérales portées par la France, mais en porte-à-faux avec sa politique coloniale.

Dans un autre registre, celui de l'écriture de l'histoire de part et d'autre de la Méditerranée, Gilles **Manceron** souligne la prégnance des idées coloniales/colonialistes actuellement en France. S'agissant de l'Algérie, l'auteur explique que l'histoire officielle, par ses représentations « simplistes », a substitué à une réalité complexe une lecture aseptisée d'une période fondamentale de l'histoire contemporaine du pays. Les conséquences de cette guerre de mémoire(s) est, selon l'auteur, la persistance dans les deux pays de revendications et postures qui desservent une approche apaisée, scientifique et croisée de la recherche dans ce champ académique.

Dans « Oran, ou la mémoire exhumée (1962- 1994) dans les nouvelles d'Assia Djebab », Saddek **Benkada** établit un lien entre des événements vécus pendant la Guerre de libération nationale, et plus particulièrement les six derniers mois, et des faits que connut l'Algérie durant la décennie noire., interpellée par l'assassinat d'un grand nombre de ses amis intellectuels en l'été 1996, Assia Djebab fait un parallèle entre la folie meurtrière des groupes terroristes et celle de l'organisation extrémiste de l'OAS, dans les années 1961-1962. Elle effectua ainsi, sur le plan littéraire, des « retours en arrière dans la guerre d'hier », en campant les différents protagonistes sur les mêmes lieux et à des époques différentes : la politique de la « terre brûlée » de l'OAS, la journée sanglante du 5 juillet 1962 à Oran et les massacres des populations durant les années 1990.

Dans sa contribution sur le rôle des wilayas en 1962, Amar **Mohand-Amer** revient sur un des épisodes les plus sensibles de cette année 1962. Selon l'auteur, le FLN est confronté à une crise de pouvoir ayant pour cause, entre autres, le fait que les wilayas de l'intérieur se positionnent sur le nouveau échiquier politique et militaire. Son analyse rend compte d'une réalité issue de la Guerre de libération nationale, notamment celle de l'émergence de centres autonomes de décision. Les conflits provoqués par cette nouvelle donne sont à l'origine de la maladie infantile de la Révolution : le *wilayisme*.

Pour Hartmut **Elsenhans**, la « Guerre d'Algérie » n'a pu être empêchée car les forces « néocolonialistes » n'étaient pas présentes. Son analyse s'appuie sur trois éléments : la perte de la France de son rang de grande puissance, la mobilisation des Algériens par le FLN et une armée française en Algérie sans base populaire. L'approche de l'auteur est novatrice dans le sens où elle s'intéresse aux mécanismes politiques et économiques des processus des origines et fins de la guerre.

Dans sa contribution, Niek **Pas** aborde la position des Pays-Bas dans le conflit algéro-français. Contrairement aux États européens ayant eu une politique équilibrée vis-à-vis de la France, les Pays-Bas se sont alignés sur les positions colonialistes françaises. A partir de l'étude d'une action humanitaire « Sauvez un enfant » engagée par le Comité Action Information-Algérie au profit des réfugiés algériens au Maroc et en Tunisie, l'auteur explique les modalités de solidarité internationale dans un pays qui a été lui-même colonialiste.

Mohammed **Kouidri** revisite la Loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés. Sur la base d'outils de l'analyse socio-économique, tels l'Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV) et l'Indicateur du Développement Humain (IDH), l'auteur soutient que la colonisation en Algérie n'a pas contribué au développement économique et au progrès social pour les Algériens. Sa recherche montre également qu'ils ont été asservis, appauvris et paupérisés par la pression politique, économique, sociale et culturelle coloniale.

La question des premières réactions d'Algériens à la colonisation est abordée par Abla **Gheziel**. Son étude s'articule autour des prises de position de trois notables algériens : Hamdan Khodja, Ahmed Bouderba, et le cheikh al Hadj Sidi Saadi. Les trois appartenaient au « Parti maure ». Il s'agit, en l'espèce, de comprendre comment, dans une période caractérisée par le recours des Algériens à la résistance armée contre les colonisateurs - 1830 - fin 19^{ème} siècle -, un processus politique s'est mis en place dès les premières années de la colonisation.

Dans sa réflexion « Les historiens algériens et la référence khaldounienne », Mohamed **Ghalem** revient sur le rapport entre les historiens algériens et Ibn Khaldoun. L'auteur relève que le discours historique en Algérie repose, à la fois, sur la connaissance académique et une idéologisation de l'histoire. Il indique, également, que c'est la méthodologie (et non le fond), usitée du temps de la colonisation, qui prime dans la recherche historique en Algérie, cela au détriment de la méthode khaldounienne.

Fouad **Soufi** aborde, quant à lui, la question de la dimension politique et symbolique des archives dans un pays, et de leur rôle dans la formation d'une histoire nationale. L'article traite aussi du cas des archives algériennes, encore conservées/détenues par l'ancienne puissance colonisatrice, tout en s'interrogeant sur les origines et conditions de cette situation, qualifiée par l'auteur de « spoliation ». *In fine*, le débat sur la problématique des archives en Algérie, au cours des cinquante années de l'indépendance nationale, est également mise en relief dans ce travail.

Dans son article, Hedi **Saidi** propose une lecture historique sur le rapport entre le système protectoral et la constitution de 1861 dans la Régence de Tunis. L'auteur s'interroge sur la cohabitation sur le plan du droit international des institutions nationales tunisiennes et du protectorat français établi dans le pays en 1881. L'auteur note la régression de droits des Tunisiens, le nouveau régime s'apparentant plus à un système colonial dont le plus grand déni est l'atteinte à la Constitution de 1861.

En conclusion, « Algérie 1962 », sans être exhaustif, répond à des questionnements au sujet de la réalité coloniale et de la corrélation de cette longue période avec le présent. C'est également un numéro qui rend compte de nouvelles lectures de l'histoire contemporaine de l'Algérie.

**Saddek BENKADA
et Amar MOHAND-AMER**